



Luxembourg, le 17 OCT. 2023

Energie et Environnement S.A.
15, rue d'Epernay
L-1490 Luxembourg

RECOMMANDE

Avec avis de réception

N/Réf. : 106420

Dossier suivi par : Sofie Buyckx

Tél. : 247 86874

E-Mail: sofie.buyckx@mev.etat.lu

Concerne : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

Evaluation du projet « Immeuble Mixte Skill – Forages géothermiques en profondeur » à Howald sur le territoire de la commune de Hesperange – Demande de vérification préliminaire - Décision

V/réf : VHR/cni/32114b-3/COU MECDD 01

Madame, Monsieur,

En réponse à votre demande du 12 juillet 2023, je vous fais parvenir par la présente la décision concernant la nécessité de réaliser un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement.

Le projet sous rubrique consiste à la réalisation de 16 forages géothermiques en profondeur, afin de couvrir les besoins en énergie thermique du nouvel immeuble mixte prévu sur la parcelle 1292/6669 située dans la commune de Hesperange. Le projet correspond à une activité figurant à l'annexe IV (catégorie 78) du règlement grand-ducal du 15 mai 2018 établissant les listes de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement.

La vérification préliminaire du projet a été réalisée sur base :

- des informations et de l'évaluation sommaire présentées dans le dossier soumis,
- des critères de sélection pertinents arrêtés à l'annexe I de la prédite loi de 2018.

Il en résulte que l'élaboration d'un rapport d'évaluation conformément à l'article 6 de la prédite loi de 2018 n'est pas requise en raison :

- de la dimension réduite du projet comprenant 16 forages géothermiques d'une profondeur maximale de 90 mètres avec une puissance d'absorption thermique totale de 72 kW,
- de la localisation du projet sur un terrain destiné à accueillir un nouvel immeuble mixte, en « zone mixte urbaine » et de l'absence d'impacts visuels du projet,
- de l'absence d'incidences significatives sur une zone protégée (zone de protection d'intérêt national, Natura 2000), du fait, e.a., de la distance du projet par rapport à une telle zone,
- de l'absence d'effets cumulés avec d'autres projets.

Cependant, il est à noter que les forages sont prévus d'être réalisés dans l'aquifère du Grès du Luxembourg, qui contient une nappe d'importance régionale utilisée pour la production d'eaux destinées à la consommation humaine. Une importance particulière devra ainsi être accordée aux techniques de forage permettant de garantir une étanchéité et une cimentation parfaite des forages afin d'empêcher toute infiltration d'eaux de surface dans la nappe et toute contamination de celle-ci. De plus, il y a lieu de choisir un liquide caloporteur qui n'est pas dangereux pour les eaux souterraines (voir notamment la liste « Empfehlungen der LAWA für wasserwirtschaftliche Anforderungen an Erdwärmesonden und Erdwärmekollektoren » du « Bund/Länder-Arbeitsgemeinschaft Wasser »).

Cette décision ne préjuge pas la nécessité éventuelle d'élaborer d'autres études spécifiques requises dans le cadre des procédures d'autorisation subséquentes (p.ex. eau, établissements classés, ...).

Contre la présente décision, qui sera publiée sur le site www.eie.lu, un recours contentieux peut être introduit devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans un délai de quarante jours à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de quarante jours pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être introduite auprès du Médiateur— Ombudsman. Veuillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant les droits en matière de recours, il est possible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations très distinguées.

Pour la Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Mousel'.

Marianne MOUSEL
Premier Conseiller de Gouvernement

Copie pour information : Administration de la gestion de l'eau, Administration de la nature et des forêts,
Administration de l'environnement